Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

**Jugement civil no 2025TALCH20/00011
(Rectification d'une erreur matérielle)**

Audience publique du jeudi seize janvier deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2023-07470 du rôle

Composition :

Françoise HILGER, vice-président,
Emina SOFTIC, premier juge,
Melissa MOROCUTTI, premier juge,
Daisy MARQUES, greffier.

ENTRE

PERSONNE1.), demeurant à F-ADRESSE1.),

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Max SOCIETE2.) en remplacement de l'huissier de justice Pierre BIEL de Luxembourg, du 7 septembre 2023,

comparaissant par la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins de la présente procédure par Maître Joram MOYAL, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse,

ET

1. L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par le Ministre d'Etat, ayant ses bureaux à L-ADRESSE3.), et pour autant que de besoin par le Ministre des Finances,

poursuites et diligences de l'Administration des Contributions Directes, représentée par son directeur, ayant ses bureaux à L-ADRESSE4.), sinon dûment représenté par Monsieur le Préposé du Bureau de Recettes Luxembourg de l'Administration des Contributions Directes, ayant ses bureaux à L-ADRESSE4.),

2. Monsieur le Receveur du Bureau de Recettes de l'Administration des Contributions Directes de Luxembourg, Monsieur PERSONNE2.), ayant ses bureaux à L-ADRESSE4.),

parties défenderesses aux fins du prédit exploit GLODÉ,

comparaissant par Maître Jean KAUFFMAN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LE TRIBUNAL

Vu l'article 638-2, alinéas 2 et 3, du Nouveau Code de procédure civile.

Vu la requête de Maître Joram MOYAL en rectification d'une erreur matérielle du 19 novembre 2024 dans le dispositif du jugement civil n° 2024TALCH20/00046 du 18 avril 2024.

Les mandataires ont été informés par bulletin des 27 novembre et 4 décembre 2024 de la composition du tribunal.

Les mandataires ont été dispensés de se présenter à l'audience des plaidoiries du 19 décembre 2024.

L'affaire a été prise en délibéré par Madame le juge de la mise en état à l'audience des plaidoiries du 19 décembre 2024 conformément à l'article 227 du Nouveau Code de procédure civile.

Revu le jugement n° 2024TALCH20/00046 du 18 avril 2024 rendu par le tribunal d'arrondissement de ce siège qui comporte une erreur dans le dispositif du jugement en ce sens que les mots « la société anonyme SOCIETE3.) S.A. » sont erronés et doivent être rectifiés par « la société anonyme SOCIETE4.) S.A. ».

La faculté de procéder à une rectification de jugement est subordonnée à une double condition. Il faut, d'une part, que l'erreur à rectifier soit une erreur purement matérielle, et d'autre part, que la rectification ne conduise pas à une véritable réformation du jugement.

Toute erreur ou omission n'est partant pas susceptible de rectification. Le critère n'est pas tellement dans la distinction entre l'erreur matérielle et l'erreur intellectuelle, mais plutôt entre l'erreur volontaire et l'erreur involontaire.

Quand le juge s'est trompé et qu'il a voulu atteindre le résultat qu'il cherchait, cette erreur n'est pas rectifiable et ne peut être corrigée que par l'exercice des voies de recours. En revanche, si l'erreur provient d'une inadvertance, d'une négligence ou d'une inattention qui a trahi l'intention profonde du juge, cette erreur peut faire l'objet d'une rectification.

En l'espèce, l'erreur commise relève d'une inadvertance du tribunal susceptible de rectification.

Il échet par conséquent de déclarer la requête en rectification d'erreur matérielle du 19 novembre 2024 fondée et de procéder à la rectification du dispositif du jugement n° 2024TALCH20/00046 du 18 avril 2024.

PAR CES MOTIFS

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, vingtième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

dit que l'alinéa 4^e, page 3, du dispositif du jugement civil n° 2024TALCH20/00046 rendu contradictoirement par le tribunal de ce siège le 18 avril 2024 se lit comme suit :

« donne acte à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et à Monsieur le Receveur du Bureau de Recettes de l'Administration des Contributions Directes de Luxembourg, PERSONNE2.), « qu'ils marquent leur accord » avec l'abandon définitif et irrévocable, respectivement la renonciation définitive et irrévocable à toutes poursuites contentieuses et non contentieuses relatives aux arriérés d'impôts imputables à la société anonyme **SOCIETE4.)** S.A., respectivement aux sociétés du groupe GROUPE1.) à l'encontre de PERSONNE1.) conformément aux enseignements issus des décisions des juridictions administratives rendues entre parties dont notamment l'arrêt de la Cour administrative du 4 avril 2017, inscrit sous le numéro du rôle NUMERO2.), »

ordonne que mention du présent jugement soit faite aux diligences de Monsieur le greffier en chef en marge de la minute du jugement rectifié,

dit qu'il ne sera plus délivré d'expédition, ni d'extrait du jugement n° 2024TALCH20/00046 rendu contradictoirement le 18 avril 2024 par le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg sans la présente rectification,

laisse les frais à charge de l'État.